PLANÈTE • CLIMAT

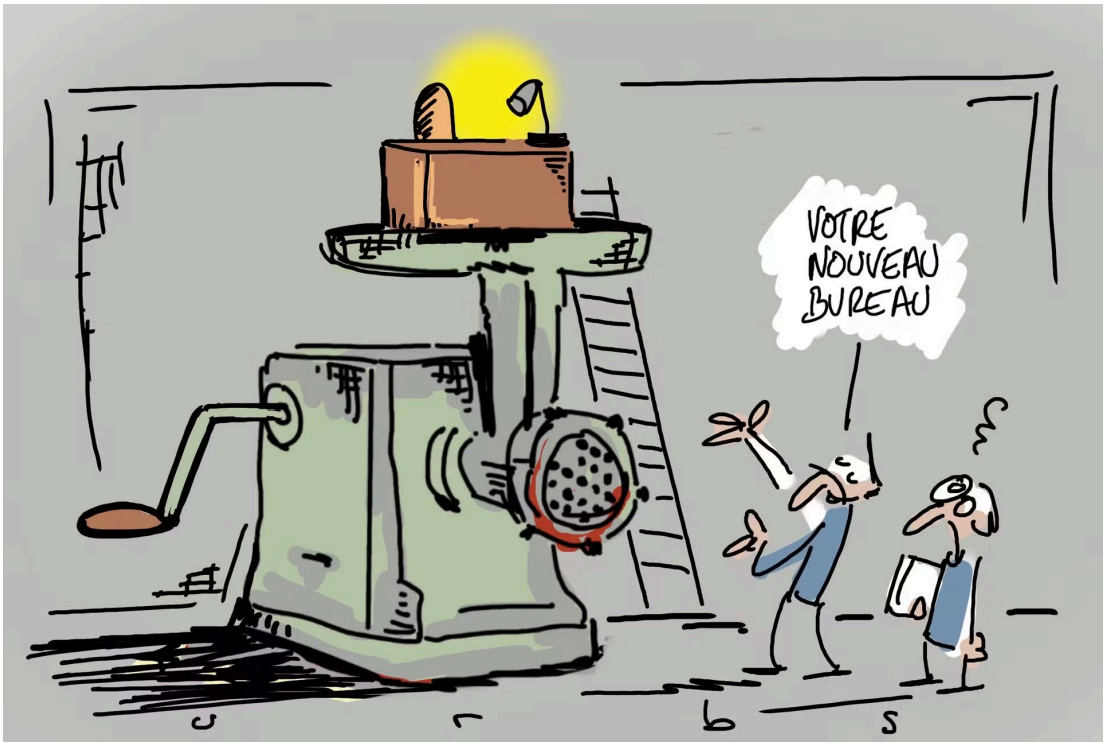
Donald Trump s’attaque à la science du climat et sème l’effroi parmi les chercheurs

Références au changement climatique supprimées, censure d’informations sur l’état de l’environnement, menaces sur des agences reconnues au niveau mondial… L’administration Trump mène une offensive sans précédent.

Par Raphaëlle Besse Desmoulières et Audrey Garric

Publié le 17 février 2025 à 04h30, modifié le 17 février 2025 à 17h44 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



URBS

« Erreur 404 ». Voici ce que l'internaute découvre quand il arrive sur la page consacrée au changement climatique de la Maison Blanche, aux Etats-Unis. Il n'a pas plus de chance quand il clique sur les portails et sections liés à cette thématique sur les sites du département d'Etat, de la défense, des transports ou de l'agriculture. Ils sont évaporés. Sur le site de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), la partie sur le changement climatique n'est plus accessible sur la page d'accueil, ni dans les onglets sur les « sujets environnementaux ».

Ces exemples sont loin d'être isolés. Subventions gelées, rapport sur la nature censuré, coupes budgétaires… En moins d'un mois, Donald Trump a frappé vite et fort. Le 47e président des Etats-Unis, un climatosceptique qui met régulièrement en doute la réalité et la gravité du réchauffement, a multiplié les fronts et fait pleuvoir les attaques contre la science du climat et de l'environnement, lui déclarant une *« guerre »*, selon le terme de l'historien des sciences américain Robert Proctor.

« Nous entrons dans un âge d'or de l'ignorance », prévient le professeur à l'université Stanford (Californie), tandis que la climatologue Valérie Masson-Delmotte, ex-coprésidente du groupe 1 du GIEC, y voit de l'*« obscurantisme »*. *« Pour cette administration, les faits scientifiques sont dangereux, il faut les faire taire »*, observe-t-elle. Et de peser ses mots : *« C'est l'héritage des Lumières qui est menacé. C'est sans précédent dans un pays démocratique, en dehors de périodes fascistes. »*

Lire aussi
L'élection de Donald Trump, un « jour noir pour le climat »

La National Science Foundation (NSF), une agence fédérale indépendante et l'un des principaux bailleurs de fonds de la recherche universitaire académique, s'est retrouvée en première ligne quand le gouvernement a décidé de suspendre toutes les subventions fédérales. Après avoir annoncé leur mise en pause, la NSF a finalement rouvert le site Web qui distribue l'argent aux scientifiques à la suite d'une décision de justice. Mais, depuis, son personnel passe en revue tous les projets de recherche pour vérifier que ces derniers sont conformes à différents décrets présidentiels, notamment celui qui met fin aux politiques de diversité, équité et inclusion et de justice environnementale dans l'administration.

« Les gens sont terrorisés »

C'est par mail que, le 27 janvier, Gabriel Filippelli, professeur des sciences de la Terre à l'université de l'Indiana, a appris l'interruption du financement pour ses travaux visant à aider un pays d'Asie du Sud à améliorer la qualité de son air, accordé par le département d'Etat. Le chercheur a cependant bon espoir de voir la suspension levée s'il enlève les références à la diversité de son projet. *« J'aurais envisagé d'y renoncer si les composantes de la diversité avaient été significatives, mais elles faisaient à peine partie du programme au départ »*, explique-t-il.

Lire aussi
« Les partisans de Trump sont déjà à l'œuvre contre les politiques d'intégrité scientifique »

Symbole de cette offensive tous azimuts, le National Nature Assessment, la première évaluation systématique sur l'état des terres, de l'eau et de la biodiversité, a vu sa production stoppée par l'administration Trump. Ses 180 auteurs étaient sur le point d'achever une première version, après des milliers d'heures de travail. Faute d'explication officielle, Howard Frumkin, l'un d'entre eux, en est réduit à des conjectures. *« C'est peut-être parce que nous abordons la question de l'équité sociale et montrons que certains groupes, comme les personnes pauvres ou âgées, ont moins d'accès à la nature que les privilégiés »*, suppute ce professeur émérite à l'université de Washington.

L'Agence de protection de l'environnement fait, elle aussi, les frais de cette purge. Son nouveau patron, Lee Zeldin, a clairement énoncé sa volonté de rationaliser cette structure dont le rôle est

central. Dernière annonce en date, jeudi 13 février : il entend annuler 20 milliards de dollars (soit un peu plus de 19 milliards d'euros) de subventions accordées sous l'administration Biden pour des projets liés au climat. En attendant, 171 employés de l'EPA, travaillant pour des programmes de diversité ou de justice environnementale, ont été placés en congé administratif – avant un probable licenciement – et 388 travailleurs arrivés il y a moins de deux ans ont vu leur contrat s'arrêter. *« Je n'ai jamais vu ça à l'EPA en plus de trente ans de carrière*, s'indigne Nicole Cantello, présidente de l'AFGE dans le Midwest, un syndicat qui représente le personnel de l'EPA. *Les gens sont terrorisés. »*

« Trump avance bien plus vite » qu'en 2017

D'autres organisations fédérales comme l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), qui a déjà reçu la visite du Department of Government Efficiency (« département de l'efficacité gouvernementale ») d'Elon Musk, pourraient subir le même sort. Le Project 2025, ce vade-mecum d'inspiration ultraconservatrice qui a servi de feuille de route à la campagne de Donald Trump, appelait à *« démanteler »* cette agence et à privatiser certaines de ses branches, comme le National Weather Service, la météo nationale.

Un ancien haut gradé de la NOAA sous l'administration Biden se dit *« très inquiet »* face à *« des attaques qui pourraient nuire à la vie des Américains, au commerce et à l'industrie »*. Lui aussi décrit un *« climat de peur »* au sein de la NOAA, alors que certains agents, selon plusieurs médias outre-Atlantique, ont été sommés, début février, de cesser tout contact avec les ressortissants étrangers.

Lire aussi
Elon Musk mène l'offensive contre l'Etat fédéral, de l'Usaid à l'agence de protection de l'environnement

Pour tous les observateurs, la casse est pire qu'en 2017, lors du premier mandat du républicain. *« Donald Trump avance bien plus vite, il avait tout préparé et a placé des alliés partout, dans les agences fédérales mais aussi dans les tribunaux, ce qui lui permettra de contrer les procès »*, estime Robert Proctor, alors que des premiers recours en justice ont été déposés. *« L'administration Trump teste les limites de son pouvoir*, considère Lourdes Vera, sociologue à l'université de Buffalo (New York). *Sachant que la Cour suprême est fortement conservatrice et que la Chambre des représentants est également majoritairement républicaine, je pense qu'ils pourront aller beaucoup plus loin qu'en 2017. »*

Le but de ces attaques est de *« favoriser l'industrie des énergies fossiles »*, qui a financé la campagne du président, rappelle Rachel Cleetus, de l'ONG Union of Concerned Scientists. Dès le premier jour de son mandat, Donald Trump a entrepris de revenir sur la transition écologique lancée par son prédécesseur, Joe Biden, et a engagé, pour la deuxième fois, la sortie de son pays de l'accord de Paris sur le climat.

La résistance s'organise

L'impact de cette campagne antisciences de l'environnement s'annonce majeur. *« Cela décimera la science aux Etats-Unis et nuira au progrès scientifique au niveau mondial »* en raison du leadership américain en la matière, prévient le climatologue Michael Mann (université d'Etat de Pennsylvanie), qui se dit *« horrifié »*. Si l'administration Trump réoriente la NASA vers Mars et affaiblit la NOAA, deux agences de renommée mondiale, les *« implications seront dramatiques »* pour le suivi international du climat et de la météo, met en garde Valérie Masson-Delmotte. De quoi amoindrir la compréhension du public mais aussi *« menacer sa santé et sa sécurité »*, ajoute Rachel Cleetus, en supprimant des informations factuelles sur les catastrophes.

Lire aussi
« Aux Etats-Unis, ce n'est pas seulement la science qui est menacée, c'est aussi le rôle qu'elle joue dans la démocratie »

La résistance des scientifiques s’organise – timidement à ce stade. Une marche pour la science est prévue à travers le pays le 7 mars. L’Environmental Data & Governance Initiative (EDGI), un groupe de chercheurs qui documente les modifications apportées en ligne aux données fédérales sur l’environnement, indique avoir archivé 37 bases de données sur 57 identifiées comme prioritaires et recréer des programmes informatiques, également supprimés, qui permettaient d’analyser ces data. *« Cette sauvegarde est essentielle car la démocratie exige un engagement civique significatif, qui dépend de la disponibilité et de l’accessibilité de l’information »*, juge Lourdes Vera, membre de l’EDGI.

Quant aux auteurs du National Nature Assessment, ils ont unanimement décidé de le publier en tant que document non gouvernemental. *« De nombreux éditeurs de revues et de livres nous ont proposé de l’héberger. On pourra produire un rapport sans restrictions et donc avec plus d’impact »*, avance Howard Frumkin. Une manière de garder de l’espoir.